

RCS : MONTAUBAN

Code greffe : 8201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTAUBAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 00296

Numéro SIREN : 414 405 977

Nom ou dénomination : DRB GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 22/03/2021 sous le numéro de dépôt 989

DRB Groupe
Société par actions simplifiée
au capital de 281 600 euros
Siège social : 1220 avenue de l'Europe,
Albasud
82000 MONTAUBAN
414 405 977 RCS MONTAUBAN

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 22 FEVRIER 2021

Le 22 février 2021, à 10 heures, les associés de la Société DRB Groupe se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, 1220 avenue de l'Europe, Albasud 82000 MONTAUBAN, sur convocation faite par le Président.

Chaque associé a été convoqué par voie électronique en date du 12 février 2021.

Il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés, à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Le Cabinet EURAUDIT, Commissaire aux comptes, représenté par Monsieur Stéphane PELAT, régulièrement convoqué est absent et excusé.

Monsieur Nicolas BRUNET préside la séance en sa qualité de Président de la Société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 2 816 actions, soit la totalité des actions ayant droit de vote.

Le Président constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ;
- les copies des lettres de convocation adressées aux associés ;
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Président ;
- le rapport du Commissaire aux apports ;
- le contrat d'apport signé en date du 17 février 2021 ;
- le projet de statuts mis à jour ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 22 décembre 2020 ;
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée.

Puis le Président déclare que le rapport du Président, les textes des projets de résolutions proposées, le rapport du Commissaire aux apports ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la

E.P.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	N.B	Na.B	SL	2BH
--------------	-----------------------------	-----	-----	-----	------	----	-----

convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation de l'apport de 235 parts sociales de la société DRB Futuropole consenti par la société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT et de son évaluation ;
- Augmentation du capital d'un montant de 10 000 euros ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoir en vue des formalités.

Le Président donne lecture de son rapport, du rapport du Commissaire aux apports, et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RESOLUTION - APPROBATION DU CONTRAT D'APPORT

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date du 17 février 2021 aux termes duquel la société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT, a fait apport à la Société de 235 parts sociales de la société DRB Futuropole, société à responsabilité limitée au capital de 400 000 euros, ayant son siège social sis 161 chemin de Baillot 82000 Montauban, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Montauban sous le numéro 402 636 948, représentant 10% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 208 800 euros.
- du rapport de la société ACSO CONSEILS AUDIT, représentée par Monsieur Philippe COULONGES, Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés à la suite de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 décembre 2020.

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture de la troisième résolution du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire en date du 22 décembre 2020, prend acte qu'il était fait mention de l'apport de 100 parts sociales de la société DRB Futuropole en raison d'une erreur matérielle ; l'apport portant sur 235 parts sociales de la société DRB Futuropole.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION - AUGMENTATION DE CAPITAL - CREATION DE TITRES

NOUVEAUX

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et rapport du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première

EP.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	N.B	Na.B	SL	2BH
-------------	-----------------------------	-----	-----	-----	------	----	-----

résolution, d'augmenter le capital social de 10 000 euros pour le porter de 281 600 euros à 291 600 euros au moyen de la création de 100 actions nouvelles de 100 euros chacune, entièrement libérées, et attribuées à la société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Le droit aux dividendes attachés aux actions nouvelles s'exercera pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

Parallèlement, la Société bénéficiaire aura droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2020, le cas échéant, quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit la somme de 198 800 euros (dont 1 769 euros issus de l'arrondi lié aux rompus), constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RESOLUTION - AUGMENTATION DE CAPITAL - MODIFICATIONS

STATUTAIRES

L'assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, constate que l'augmentation du capital qui en résulte est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 6 « Apports – Formation du capital » et 8 « Capital social – Liste des associés – Répartition des actions » des statuts :

« ARTICLE 6 – Apports – Formation du capital »

Il a été apporté au capital de la Société :

Lors de la constitution :

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports en numéraire.

Monsieur Gérard DUPUIS a apporté à la société

la somme en espèce de VINGT-CINQ MILLE FRANCS

25 000 francs

Monsieur Bernard RAEVEL a apporté à la société

la somme en espèce de VINGT-CINQ MILLE FRANCS

25 000 francs

Total égal au capital social

50 000 francs

Augmentation de capital et autres opérations

Lors de l'augmentation de capital décidée le 1^{er} octobre 2002, le capital a été augmenté de 17.377,55 euros par incorporation de réserves

E.P.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	N.B	Na.B	SL	2BH
--------------	-----------------------------	-----	-----	-----	------	----	-----

Suivant les termes d'une délibération en date du 2 décembre 2005, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la fusion par absorption de la SARL CABINET DUPUIS-RAEVEL – Société à responsabilité limitée au capital de 137.201,12 euros, dont le siège social est 1220 avenue de l'Europe – ALBASUD – 82000 MONTAUBAN, immatriculée au RCS MONTAUBAN B 398 378 687, la valeur nette des biens apportés s'élevant à 342.430 euros. Cet apport a été rémunéré par une augmentation de capital de 60 euros après renonciation de la société DR AUDIT à posséder ses propres titres.

Suivant les termes d'une délibération du 9 novembre 2005, l'assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital de 225 540 euros (DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE CINQ CENT QUARANTE EUROS) par incorporation de réserves.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juin 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 31 000 euros, au moyen de l'apport effectué par la Société 2BH de 330 parts sociales de la Société BRUNAUD, BERTONI & ASSOCIES (B.B & A), Société à responsabilité limitée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est sis 21 Boulevard des Landes - 31800 ESTANCARBON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 512 917 899 et rémunéré par l'attribution de 310 actions nouvelles de 100 euros chacune.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 22 février 2021, le capital social a été augmenté d'une somme de 10 000 euros, au moyen de l'apport effectué par la société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT de 235 parts sociales de la société DRB Futuropole, société à responsabilité limitée au capital de 400 000 euros, ayant son siège social sis 161 chemin de Baillot 82000 Montauban, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Montauban sous le numéro 402 636 948 et rémunéré par l'attribution de 100 actions nouvelles de 100 euros chacune. »

« ARTICLE 8 - Capital social – Liste des associés – Répartition des actions

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE SIX CENTS EUROS (291 600 €)**.

Il est divisé en 2 916 actions de 100 euros chacune, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR EN VUE D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

E.P.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	N.B	Na.B	SL	2BH
--------------	-----------------------------	-----	-----	-----	------	----	-----

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 11 heures trente minutes.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par tous les associés.

**Le Président de l'assemblée et associé
Monsieur Nicolas BRUNET**

VIDsigner code: 2FFCB37DEFC7404482...

Nicolas BRUNET

**La société 2BH
représentée par Madame Laëtitia BERTONI**

VIDsigner code: E055DE6CEB52407BA...

Laëtitia BERTONI

**La société HEMISPHERE CONSEIL & AUDIT
représentée par Monsieur Stéphane LOUSTEAU**

VIDsigner code: B2C945C2329E4B4BB...

Stéphane LOUSTEAU

**La société NBH
représentée par Monsieur Nicolas BRUNET**

VIDsigner code: C8EC154BA14A4440B...

Nicolas BRUNET

Madame Nathalie BRUNET

VIDsigner code: B4020B09E68E402297...

Nathalie BRUNET

Monsieur Stéphane LOUSTEAU

VIDsigner code: 2D3BE879DF19466A85...

Stéphane LOUSTEAU

**La société CABINET ANTOINE HERAN
représentée par Monsieur Antoine HERAN**

VIDsigner code: AE4280D0295A4EE2A...

Antoine HERAN

E.P.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	N.B	Na.B	SL	2BH
--------------	-----------------------	-----	-----	-----	------	----	-----

La société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT
représentée par Monsieur Eric PICCO



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
MONTAUBAN I

Le 16/03/2021 Dossier 2021 00012729, référence 8204P01 2021 A 00376

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

E.P.I.C. C&A	CABINET ANTOINE HERAN	NBH	HCA	NB	Na.B	SL	2BH
--------------	-----------------------------	-----	-----	----	------	----	-----

SAS DRB GROUPE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL SOCIAL DE 281 600 EUROS

SIEGE SOCIAL : 1220 avenue de l'Europe, Albasud

82000 MONTAUBAN

RCS Montauban 414 405 977

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

SUR LES APPORTS DEVANT ETRE EFFECTUES

PAR LA SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT A LA SAS DRB GROUPE



Aux Associés,

En exécution de la mission de commissaire aux apports qui nous a été confiée par Décision des Associés de la SAS DRB GROUPE en date du 30/12/2020, concernant les apports de titres de participations effectués par la SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT en souscription au capital de la SAS DRB GROUPE inscrite au RCS de Montauban sous le numéro 414 405 977, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L 223-9 du code commerce

Les apports en nature ont été arrêtés dans le projet de Contrat d'Apport de Droits Sociaux daté du 15 Décembre 2020. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société absorbante.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

- 1- Présentation de l'opération et description des apports.**
- 2- Diligences et appréciation de la valeur des apports.**
- 3- Conclusion**



1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

La SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT, associée de la SARL DRB FUTUROPOLE, souhaite apporter à la société SAS DRB GROUPE les titres qu'elle détient dans la SARL DRB FUTUROPOLE en souscription au capital de la société DRB GROUPE.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une opération de restructuration du groupe DRB, tant au niveau interne qu'au niveau du groupe afin de réorganiser ses liens capitalistiques avec ses filiales et participations ; elle conduira à une augmentation du capital de la SAS DRB GROUPE.

La SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT apportera 235 parts sociales de la SARL DRB FUTUROPOLE d'une valeur unitaire de 888,51 euros, soit un apport total de 208 800 euros. En rémunération de ces apports il sera attribué à la SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT 100 actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros chacune, entièrement libérées, au capital social la SAS DRB GROUPE qui seront émises au prix unitaire de 2 070,31 euros, soit avec une prime d'apport de 1 970,31 euros, à titre d'augmentation de capital.

1.2. Présentation des apports

DRB FUTUROPOLE est une société à responsabilité limitée au capital de 400 000 € divisé en 2 350 actions de 170,21 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Son objet social est l'exercice des missions d'expert-comptable. Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet. Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les 2 et 22, septième alinéa de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité (Ord. Art 7-II, 2^{ème} alinéa).

Son siège social est situé 161 chemin de Baillot à Montauban (82000). Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montauban sous le numéro 402 636 948.



Son capital est détenu :

- à hauteur de 2 111 parts sociales par la SAS DRB GROUPE, soit 89,83 % ;
- à hauteur de 235 parts sociales par la SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT, soit 10 % ;
- à hauteur de 3 parts sociales par Madame Nathalie BRUNET, soit 0,13 % ;
- à hauteur de 1 part sociale par Monsieur Eric SAGET, soit 0,04 % .

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le projet de Contrat d'Apport de Droits Sociaux daté du 15 Décembre 2020.

Les 235 parts sociales de la société DRB FUTUROPOLE, objet de l'apport, appartiennent à l'apporteur la SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT en pleine propriété.

La société DRB GROUPE sera propriétaire des actions ainsi apportées à compter rétroactivement du 1^{er} janvier 2020.

Elle aura seule droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2020, le cas échéant, quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

L'apporteur a en outre déclaré dans le contrat d'apport que les actions apportées sont libres de toute saisie et ne font l'objet d'aucun privilège ou nantissement quelconque (la BANQUE POPULAIRE OCCITANE a indiqué dans un courrier du 12 janvier 2021 son accord pour procéder à la mainlevée de son nantissement) ni d'aucun droit d'option, de préemption ou de revendication au bénéfice d'un tiers et qu'il en a la libre disposition.

Au plan fiscal, l'opération est placée sous le régime fiscal des plus-values à long terme visé au sein du BOI-IS BASE-20-20-10-10 afférentes aux titres de participation mentionnés au troisième alinéa du a quinquièmes du I de l'article 219 du Code général des impôts.



2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la société bénéficiaire des apports sur l'absence de surévaluation des apports effectués. En conséquence, elle ne relève pas d'une mission d'audit ou d'une mission d'examen limité. Elle n'implique pas non plus validation du régime fiscal applicable aux opérations.

Notre opinion est exprimée à la date du présent rapport qui constitue la fin de notre mission. Il ne nous appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs survenus éventuellement entre la date du rapport et la date des assemblées appelées à se prononcer sur l'opération de fusion.

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Dans ce cadre, nous avons notamment :

- pris connaissance du contexte et des objectifs de l'opération ;
- eu des entretiens avec les conseils de l'opération, tant pour appréhender son contexte que pour en comprendre les modalités économiques, comptables, juridiques et fiscales dans lesquelles elle se situe ;
- examiné le projet de contrat d'apport de droits sociaux daté du 15 décembre 2020;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition, en particulier les derniers comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019 sociaux de DRB FUTUROLE ainsi qu'une situation intermédiaire au 30 septembre 2020;
- contrôlé la réalité des apports et apprécié l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété.

Le Gérant de la SARL DRB FUTUROPOLE nous a confirmé par écrit les éléments significatifs utilisés dans le cadre de notre mission et nous a confirmé l'absence, à la date du présent rapport, d'événements survenus pendant la période intercalaire susceptibles de grever la consistance des capitaux propres de la société au 31 décembre 2019.



2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport

Les apports, 235 parts sociales de la SARL DRB FUTUROPOLE soit 10 % du capital de la société, sont valorisés dans le cadre de cette opération à 208 800€. Ce montant retenu provient d'une évaluation effectuée par les associés de DRB FUTUROPOLE et DRB GROUPE dans le cadre de leur restructuration.

Cette évaluation a été réalisée selon la méthode patrimoniale de l'actif net réévalué :

- Détermination de la valeur du fonds de commerce = dernier CA multiplié par un coefficient de 0,95
- Soustraction de la valeur comptable du fonds de commerce
- Addition de valeur des fonds propres au 31 décembre 2019.

Selon cette méthode, sur la base des comptes annuels de la SARL DRB FUTUROPOLE au 31 décembre 2019, la valeur d'entreprise ressort à 2 087 700€ arrondie pour l'opération à 2 088 000 € soit 888,51 € par part sociale. La quote-part de capital détenue par la SARL E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT, de 10%, objet de l'apport, s'élève donc à 208 800€.

La société a établi une situation comptable intermédiaire au 30 septembre 2020 qui ne remet pas en cause la valorisation des titres retenue à 888,51 € par part sociale pour l'opération objet de ce rapport.

Cette valorisation reflète une valeur de marché puisque c'est sur cette méthode que sont généralement négociées les cessions de sociétés d'expertise comptable.

Aussi, nous considérons donc l'approche globale de valorisation retenue comme pertinente tant dans sa méthode que sur le fait qu'elle repose par ailleurs sur une méthode de marché effective et qui n'est pas remise en cause par la performance de la société au cours de l'exercice 2020.



3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 208 800 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'apport en nature de droits sociaux est au moins égal au montant du capital souscrit dans la société DRB GROUPE.

Fait à Labège, le 15 janvier 2021

Pour la SAS ACSO CONSEILS AUDIT



Philippe Coulonges
Commissaire aux comptes
Inscrit à la Compagnie de Toulouse

DRB GROUPE
Société par actions simplifiée
au capital de 291 600 euros
Siège social : 1220, avenue de l'Europe - ALBASUD
82000 MONTAUBAN

RCS MONTAUBAN 414 405 977

STATUTS

Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2021

Augmentation de capital

Certifiés Conformes
Le Président



ARTICLE 1^{ER} - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à MONTAUBAN du 13 octobre 1997 enregistré au Service à la Recette des Impôts de MONTAUBAN.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 16 octobre 2017.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce, l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale devient

DRB GROUPE

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale ainsi que sur la liste des commissaires aux comptes.

La Société a pour nom commercial : ALBASUD

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée en application de l'article R. 822-39 du code de commerce.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La société continue d'avoir pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au Tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dont la détention de participation de toute nature, dans les conditions fixées par les textes législatifs et

réglementaires encadrant l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, notamment leurs règles de déontologie respectives.

A ce titre, la société s'engage à respecter :

- la réglementation liée aux incompatibilités et aux risques de conflits d'intérêts propre à chaque profession,
- l'indépendance de l'exercice professionnel de ses associés et de ses salariés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé

1220, avenue de l'Europe – ALBASUD - 82000 MONTAUBAN

Il pourra être transféré sur le territoire français par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société reste fixée à **99 années** à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Il a été apporté au capital de la Société :

Lors de la constitution :

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine sont tous des apports en numéraire.

Monsieur Gérard DUPUIS a apporté à la société la somme en espèce de VINGT-CINQ MILLE FRANCS	25 000 francs
--	---------------

Monsieur Bernard RAEVEL a apporté à la société la somme en espèce de VINGT-CINQ MILLE FRANCS	<u>25 000 francs</u>
---	----------------------

Total égal au capital social	50 000 francs
-------------------------------------	----------------------

Augmentation de capital et autres opérations

Lors de l'augmentation de capital décidée le 1^{er} octobre 2002, le capital a été augmenté de 17.377,55 euros par incorporation de réserves

Suivant les termes d'une délibération en date du 2 décembre 2005, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la fusion par absorption de la SARL CABINET DUPUIS-RAEVEL – Société à responsabilité limitée au capital de 137.201,12 euros, dont le siège social est 1220 avenue de l'Europe – ALBASUD – 82000 MONTAUBAN, immatriculée au RCS MONTAUBAN B 398 378 687, la valeur nette des biens apportés s'élevant à 342.430 euros. Cet apport a été rémunéré par une augmentation de capital de 60 euros après renonciation de la société DR AUDIT à posséder ses propres titres.

Suivant les termes d'une délibération du 9 novembre 2005, l'assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital de 225 540 euros (DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE CINQ CENT QUARANTE EUROS) par incorporation de réserves.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juin 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 31 000 euros, au moyen de l'apport effectué par la Société 2BH de 330 parts sociales de la Société BRUNAUD, BERTONI & ASSOCIES (B.B & A), Société à responsabilité limitée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est sis 21 Boulevard des Landes - 31800 ESTANCARBON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 512 917 899 et rémunéré par l'attribution de 310 actions nouvelles de 100 euros chacune.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 22 février 2021, le capital social a été augmenté d'une somme de 10 000 euros, au moyen de l'apport effectué par la société E.P.I.C. CONSEILS & AUDIT de 235 parts sociales de la société DRB Futuropole, société à responsabilité limitée au capital de 400 000 euros, ayant son siège social sis 161 chemin de Baillot 82000 Montauban, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Montauban sous le numéro 402 636 948 et rémunéré par l'attribution de 100 actions nouvelles de 100 euros chacune.

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL - LISTE DES ASSOCIES - REPARTITION DES ACTIONS

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE SIX CENTS EUROS (291 600 €)**.

Il est divisé en 2 916 actions de 100 euros chacune, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de modification dans la composition des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander au Haut Conseil du commissariat aux comptes ou à son délégataire en matière d'inscription la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. La compagnie régionale des commissaires aux comptes à laquelle la société est rattachée est également informée de ces modifications.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seule compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les associés peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant les professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

ARTICLE 10 – LIBERATION DES ACTIONS

En cas d'augmentation de capital, les actions d'apports en nature doivent être intégralement libérées ; les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Droits des associés

Chaque associé, en l'absence de catégories d'actions donnant des droits différents, a droit à une part des bénéfices, de l'actif social et du boni de liquidation, proportionnelle au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

2. Obligations des associés

Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les associés s'informent mutuellement de leur activité au sein de la société. La communication de ces informations entre associés ne constitue pas une violation du secret professionnel.

3. Engagement de non sollicitation

Tout associé exerçant ou ayant exercé, au sein de la société, à quelque titre que ce soit, toute activité visée aux articles 2 et 22 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 s'interdit de démarcher ou de solliciter, de quelque manière que ce soit, les clients de la société.

Il s'interdit pareillement d'accomplir à leur profit toute prestation de même nature, à quelque titre que ce soit.

Par client de la société, on entend toute personne, physique ou morale, au profit de laquelle la société a accompli une ou plusieurs prestations entrant dans son objet à l'époque où l'associé exerçait son activité au sein de la société.

Cette interdiction prend effet dès le début de l'exercice, par l'associé, de son activité au sein de la société et prend fin 4 ans après qu'il a cessé de faire partie de la société. Elle n'a d'effet que lorsque l'associé est établi dans un rayon de 50 kilomètres autour de tout bureau de la société.

ARTICLE 12 – FORME, NEGOCIABILITE, INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

- 1.** Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.
- 2.** Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.
- 3.** Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les professionnels copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un professionnel, mandataire unique, désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.
- 4.** L'usufruitier et le nu-proprétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-proprétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-proprétaire et le locataire à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier.

L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

ARTICLE 14 – CESSATION TEMPORAIRE OU DEFINITIVE D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au Tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au-dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenus par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du Tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser au-dessous des quotités légales, la part des droits de vote détenus par des personnes visées au premier alinéa de l'article 7, I de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la société saisit le Conseil régional de l'Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai, qui ne peut excéder deux ans, en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont pas respectées, l'associé est exclu de plein droit de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel commissaire aux comptes n'ayant pas la qualité d'expert-comptable, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

ARTICLE 15 – PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président personne physique membre de la société, devant répondre aux conditions fixées au I de l'article 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, et inscrit sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréé dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. Les fonctions du président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat.

Elles cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les statuts aux associés.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision collective des associés. En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales ou réglementaires régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises par lui dans sa gestion.

ARTICLE 16 – DIRECTEUR GENERAL ET DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un directeur général et un ou plusieurs directeurs généraux délégués personnes physiques, membres de la société, chargés d'assister le président et répondant aux conditions du I de l'article 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Le directeur général et le ou les directeurs généraux sont désignés parmi les commissaires aux comptes inscrits sur la liste visée à l'article L. 822-1 du code de commerce ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Tout directeur général et directeur général délégué est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Ils peuvent être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

En cas de démission ou de révocation du président, le directeur général et le ou les directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Leurs fonctions cessent également par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire ouvert à son encontre, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

Chaque directeur général ou directeur général délégué est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, à l'égard des tiers, les mêmes pouvoirs que celui-ci.

Leur rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Le Directeur Général et le ou les Directeurs Généraux délégués disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés dans les cas prévus par la loi et les règlements

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité exigée pour les décisions ordinaires, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le ou les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 18 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du président.

A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 4 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Le président accuse réception de ces demandes dans les 2 jours de leur réception.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 – CONVENTIONS SOUMISES A APPROBATION

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois à compter du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice.

Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et aux autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS COURANTES

Les stipulations de l'article 20 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 22 – MODALITES DE LA CONSULTATION DES ASSOCIES

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution.

Le Commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés.

Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président convoque les associés par tout procédé de communication écrite **huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion**. Les convocations comportent l'indication du jour,

de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

ARTICLE 23 – DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions existantes.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- ***nomination et révocation du président et des directeurs généraux ;***
- ***approbation des comptes et répartition du résultat ;***
- ***approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.***

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes.

Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- ***augmentation, réduction et amortissement du capital social ;***
- ***fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;***
- ***dissolution, prorogation, transformation de la société ;***
- ***toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts ;***
- ***agrément d'un nouvel associé.***

Toute autre décision relève de la compétence du président.

ARTICLE 24 – PROCES-VERBAUX

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1^{er} janvier** et finit le **31 décembre**.

ARTICLE 26 – INVENTAIRE ET COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 27 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 28 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 29 – TRANSFORMATION, PROROGATION, DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

1. La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.
2. La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.
3. La société prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée. Toutefois, la dissolution anticipée peut être décidée par les trois quarts au moins des associés disposant ensemble des trois quarts des voix.
4. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.
5. A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront soumises à l'Arbitrage du Conseil Régional de l'Ordre des experts Comptables ou du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.